Que se passe-t-il à Ceuta sur le plan stratégique ?

mardi 8 septembre 2026

Quelques lignes transmises par notre ami Carlos X. Bianco

2 septembre 2026
https://sovereignty.com.br/geopolitics/what-is-happening-in-ceuta-at-a-strategic-level/
José Luis Orella
Le 30 juillet, 70 000 jeunes Marocains sont parvenus à entrer dans la ville de Ceuta, déjouant tous les contrôles espagnols et laissant les unités militaires en garnison sur ordre de la hiérarchie. Pendant ce temps, des milliers de Marocains pillaient supermarchés et magasins, et cambriolaient des maisons. Aujourd'hui, la moitié d'entre eux sont rentrés dans leurs villages avec le butin, et on dénombre officiellement 23 cas de viols de femmes et d'adolescentes. Les contingents, comme en témoignent des vidéos de témoins directs, ont été transportés jusqu'à la frontière dans des camions escortés par la gendarmerie marocaine.

La facilité d'accès exige des informations précises, une logistique préparée par les instances supérieures et des instructions diffusées par les réseaux qui nous indiquent que nous sommes confrontés à une attaque de guerre hybride. La possibilité d'une Marche Verte sur les villes espagnoles d'Afrique du Nord était déjà connue depuis des mois dans les milieux militaires, mais le pouvoir exécutif espagnol n'avait pas réagi.

La ville de Ceuta est espagnole depuis 1580, date à laquelle le royaume du Portugal a été hérité par notre monarque Philippe II, tout comme Melilla l'est depuis 1497, jouant un rôle essentiel dans la protection militaire de l'axe Baléares-Détroit-Îles Canaries.

Au contraire, l'existence du Maroc remonte à 1956, bien que l'on préfère faire remonter ses origines à 1660, date à laquelle Mouley Rachid conquit Fès à Tafilete et se proclama sultan. La présence espagnole en Afrique du Nord est l'héritière du royaume wisigoth et de l'Empire romain, et il est clair que le Maroc n'existait pas à cette époque, même si l'Espagne revendique aujourd'hui l'expansion islamique à son avantage.

L'importance stratégique de Ceuta tient à son contrôle du détroit de Gibraltar. Ce point névralgique, long de 68 kilomètres et large de 14,5 kilomètres, voit passer 120 000 navires par an. Sa sécurité est assurée conjointement par l'Espagne et le Maroc depuis 1956, date de l'indépendance du Maroc. Pour l'Espagne, la responsabilité incombe à Ceuta, Gibraltar ayant été occupé par les Britanniques durant la guerre de Succession d'Espagne et sa perte reconnue par le traité d'Utrecht en 1713. La base navale de Gibraltar constitue un élément décisif de la structure militaire de l'Alliance atlantique menée par les États-Unis et un centre de réparation pour les sous-marins nucléaires de la Royal Navy.

En matière de trafic maritime, le port d'Algésiras dominait le secteur, contrôlant 70 % des marchandises. Cependant, grâce à l'aide internationale, le Maroc a développé Tanger Med, qui concentre désormais 47 % des conteneurs transitant par le détroit. Cette année-là, l'Union

européenne a imposé aux compagnies maritimes une taxe spécifique sur les émissions polluantes dans les ports membres, taxe inexistante au Maroc. L'UE a ainsi permis le transfert du transport de conteneurs vers l'Afrique du Nord.

Sur le plan militaire stratégique, l'Espagne a renoncé à revendiquer Gibraltar, et le Maroc et le Royaume-Uni mènent des exercices conjoints depuis 1989. Le dernier en date, en juin dernier, a consisté en des opérations conjointes de plongeurs et de navires des marines des deux pays. La perte de Ceuta par l'Espagne signifierait la fin de son contrôle sur le détroit, et l'isolement défensif des îles Canaries, confrontées au même problème de dénationalisation par les mafias marocaines qui, avec la complicité d'ONG internationales, facilitent le trafic d'êtres humains.

Les États-Unis, depuis leurs bases de Rota et de Morón, ainsi que le Maroc et la Grande-Bretagne, depuis Gibraltar, se présentent comme les véritables gardiens du détroit de Gibraltar et de la porte d'entrée entre la Méditerranée et l'Atlantique, l'une des principales voies d'accès commerciales vers l'Europe du Sud et le Moyen-Orient.

La politique espagnole s'est enlisée dans une politique de capitulation. Comme le démontre Charles Powell dans son ouvrage « King in Democracy », le monarque Juan Carlos Ier était prêt à céder nos villes en 1979, comme il l'avait fait quatre ans plus tôt avec la province du Sahara.

La crise de Ceuta a démontré que les États-Unis, Israël et la France soutenaient diplomatiquement le Maroc, que l'OTAN et l'UE n'ont pris aucune mesure en faveur de l'Espagne et que la défense des villes relève exclusivement de la souveraineté militaire espagnole. Pendant ce temps, des familles mettent leurs femmes à l'abri sur la péninsule par crainte de viols et des ONG européennes apportent leur aide aux envahisseurs.